ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de égislation, deuxième chambre, saisi ar le Ministre des Travaux publics, e 6 octobre 1969, d'une demande 'avis sur un projet d'arrêté minis- ériel "déterminant la composition u dossier de demandes de permis isés par l'article 44 de la loi du 9 mars 1962 organique de l'aménage- ent du territoire et de l'urbanisme", donné le 9 décembre 1969 l'avis uivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e oktober 1969 door de Minister van Openbare Werken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor aanvragen van vergunningen als bedoeld in artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw", heeft de 9e december 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet impose le dépôt de nombreux documents : plans divers, photos, etc.

Cette exigence pourrait paraître disproportionnée lorsque la demande de permis concerne des travaux de minime importance mais pour lesquels la loi exige un permis. C'est ainsi que le projet ne faisant aucune distinction, la demande relative à de petites transformations doit être accompagnée des mêmes documents que s'il s'agissait d'une construction nouvelle.

Si l'intention du Gouvernement est de soustraire, en tout ou en partie, les demandes de permis relatives à des travaux de minime importance aux formalités prévues dans le présent projet, il conviendrait de distinguer, dans le projet, selon l'importance des travaux, les documents qui doivent être joints aux demandes de permis.

Le même résultat pourra être atteint par la mise en oeuvre des pouvoirs que le Roi tiendra de l'article 45, § 1er, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1962, tel que cet article résulte du projet de loi modifiant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (Doc. Sénat, 1968-1969, n° 559).

*

2. Répondant à une question relative au champ d'application de l'arrêté en projet, le Ministre des Travaux publics, dans une lettre du 18 novembre 1969, déclare ce qui suit :

.../...

"Le projet entend être d'application dans le cas des dossiers de demandes de permis visées par l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 introduites par une autorité administrative ou militaire conformément à l'article 48 de ladite loi.

Un problème se pose, toutefois, en ce qui concerne le permis de bâtir proprement dit. En effet, certaines personnes de droit public ont dans leur cadre des architectes. Compte tenu de ce qu'il a été accepté que ces architectes peuvent exercer leur profession dans les limites de leur statut de fonctionnaire sans être inscrits à l'Ordre de leur province, le présent projet ne pourra pas être d'application dans ces cas, tout au moins en ce qui concerne les attestations projetées.

En établissant cette exception implicite, le Ministre ne fait qu'entériner une situation de fait".

Le Ministre entend ainsi restreindre implicitement le champ d'application du projet eu égard à la situation de fait qu'il mentionne.

Si l'intention du Ministre est de ne pas appliquer aux demandes de permis de bâtir introduites par des architectes fonctionnaires certaines dispositions du projet, il conviendrait que cette intention soit exprimée clairement dans le projet.

Il y a lieu, toutefois, d'observer que la situation de fait qui est évoquée soulève une question de principe : celle de l'inscription, à l'Ordre des architectes, des architectes fonctionnaires quand, dans l'exercice de leurs fonctions, ils font acte d'architectes.

.../...

En fait, les architectes fonctionnaires ne sont pas tous inscrits à l'Ordre. Cette pratique est contraire tant aux déclarations que ce problème a suscitées au cours des travaux préparatoires de la loi du 26 juin 1963 qu'au texte même de la loi.

Définissant le champ d'application de la loi, le rapport de la commission des classes moyennes de la Chambre s'exprime comme suit :

"Le champ d'application de la loi a fait l'objet de longs débats au Sénat. La loi s'applique à ceux qui remplissent les deux conditions suivantes :

1° ceux qui peuvent exercer la profession d'architecte, conformément aux dispositions de la loi de 1939 ... ;

2° ceux qui exercent la profession d'architecte, c'est-à-dire les travailleurs indépendants, les architectes appointés ou les fonctionnaires qui exercent cette profession dans le cadre de leur statut ou de leur contrat ... " (1).

Le commentaire réservé à l'article 5 de la loi, qui dispose que nul ne peut exercer en Belgique la profession d'architecte en quelque qualité que ce soit, s'il n'est inscrit à l'un des tableaux de l'Ordre ou sur une liste des stagiaires, est tout aussi déterminant :

.../...

---

(1) Doc. Ch., 487, 1962-1963, n° 5, p. 5.

"Il en résulte (de l'article 5) que non seulement l'architecte indépendant mais également celui qui, en tant que fonctionnaire, est au service de l'Etat, de la province, de la commune ou d'un établissement public ou d'un autre employeur, devra demander son inscription à un tableau de l'Ordre" (1).

L'obligation, pour les architectes fonctionnaires, de s'inscrire à l'Ordre résulte encore, indirectement, de la composition des organes de l'Ordre.

L'article 9 de la loi, qui est relatif à la composition des conseils de l'Ordre, prévoit que le Roi peut prescrire des mesures tendant à assurer dans la mesure du possible qu'un ou plusieurs membres des conseils soient élus "parmi les membres de l'Ordre ... exerçant leur profession au service de l'Etat, d'une province, d'une commune ou d'un établissement public".

Selon l'article 34, le conseil national de l'Ordre doit comprendre deux membres nommés par le Roi pour un terme de 4 ans parmi les architectes fonctionnaires ou agents des services publics.

.../...

---

(1) Doc. Ch., 487, 1962-1963, n° 5, p. 6.

Le problème des architectes fonctionnaires a été évoqué à plusieurs reprises; il a toujours été décidé qu'ils devaient s'inscrire à l'Ordre (voir, par exemple, Doc. Sénat, 361, 1961-1962, pp. 4-5; Ann. parl. Sénat, 27 novembre 1962, pp. 49 et suiv.).

L'intention du Ministre déclarée dans la lettre du 18 novembre 1969 ne peut donc être retenue. Le fait que des architectes fonctionnaires ne s'inscrivent pas au tableau de l'Ordre tout en exerçant leur profession, est contraire à la loi. Il ne peut en être tenu compte pour décider que certaines dispositions de l'arrêté en projet ne leur seront pas applicables.

*

* *

EXAMEN DU TEXTE.

Dans le préambule, les alinéas 2 à 7, qui ne constituent en rien le fondement légal de l'arrêté, doivent être omis.

A l'alinéa 6, d'ailleurs, c'est par erreur que le Code des taxes assimilées au timbre est visé : il s'agit, en réalité, du Code des droits de timbre.

Article 1er.

Au 1° de cet article, la phrase qui commence par les mots "il doit être dûment rempli .." est inutile et doit être omise.

La même observation vaut pour les articles 4, 1°, 6, 1°, 8, 1°,et 10, 1°.

Le 2° du même article exige la présence, dans le dossier, d'une attestation de l'architecte ou des architectes chargés de l'élaboration des plans ou du contrôle des travaux, certifiant qu'ils sont inscrits

.../...

au tableau de l'Ordre des architectes ou qu'ils ont obtenu l'autorisation prévue par l'article 8, alinéa 3, de la loi du 26 juin 1963.

Aux termes des annexes II et III auxquelles l'article 1er, 2°, fait référence, d'une part, l'architecte doit certifier qu'il n'a relevé aucune contradiction entre son projet et le plan particulier d'aménagement, le permis de lotir et le règlement communal sur les bâtisses (annexe II); d'autre part, il doit être transmis au conseil de l'Ordre des architectes compétent, un document mentionnant le nom de l'auteur du projet, la nature des travaux, la situation du terrain et le sort réservé à la demande (annexe III).

Selon le fonctionnaire délégué, ces documents ont pour but de permettre la surveillance de la manière dont les architectes accomplissent leur mission.

La loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes a chargé les conseils de l'Ordre d'assurer le respect des règles de la déontologie et de veiller à l'honneur, à la discrétion et à la dignité des membres de l'Ordre dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de la profession (article 19). Gardiens de l'honneur et de la dignité de l'Ordre, c'est aux organes de l'Ordre qu'il appartient de décider les mesures qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

En imposant aux architectes l'attestation prévue dans l'annexe III, le projet organise, en réalité, un contrôle de l'exercice de la profession. Le Ministre des Travaux publics ne trouve dans aucune disposition légale

.../...

ou réglementaire le pouvoir de prendre des mesures en cette matière. Quand l'architecte signataire des plans n'est pas celui qui sera chargé de contrôler l'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage ne doit pas nécessairement choisir ce dernier dès la demande de permis.

Le début du 2° devrait dès lors être rédigé comme suit :

"2° une attestation par laquelle, soit l'architecte signataire des plans et chargé de contrôler l'exécution des travaux, soit l'architecte signataire des plans et, s'il est déjà désigné, l'architecte chargé de contrôler l'exécution des travaux, déclarent... ".

Au 3°, l'alinéa 3 devrait être rédigé de la manière suivante :

"S'il s'agit d'une parcelle située dans une ville ou dans une agglomération, ce plan doit permettre de repérer le terrain dans le quartier et par rapport aux bâtiments voisins dans un rayon de 50 mètres.

Par agglomération, on entend, pour l'application du présent arrêté, tout ensemble d'habitations disposées le long de la voie publique de telle manière que celle-ci prenne l'aspect d'une rue".

Le 6° concerne une matière déjà réglée par l'arrêté royal du 3 décembre 1962 prescrivant une statistique mensuelle des permis de bâtir ainsi que des bâtiments commencés et des bâtiments achevés pendant le mois.

.../...

Afin d'éviter toute équivoque, il est proposé de rédiger le 6° comme suit :

"6° les questionnaires prévus par l'arrêté royal du 3 décembre 1962 prescrivant une statistique mensuelle des permis de bâtir ainsi que des bâtiments achevés pendant le mois".

La même observation vaut pour l'article 4, 4°.

Article 2.

Au 1°, a, les mots "les agglomérations visées à l'article 1, 3°, a, du présent arrêté" doivent être remplacés par "les agglomérations définies à l'article 1er, 3°, a".

Doivent être modifiés de la même manière, les articles 4, 2°, a, 5, 1°, a, 6, 2°, a, 7, 1°, a, 8, 2°, a, 9, 1°, a, 10, 2°, a, et 11, 1°, a.

Article 3.

A l'alinéa 1er, les mots "route communale" doivent être remplacés par "voie communale".

A l'alinéa 2, le mot "notamment" doit être omis; les mots "dans un périmètre de remembrement" doivent être remplacés par "dans le périmètre d'un remembrement" et les mots "d'un bâtiment classé" doivent être complétés par "comme monument".

.../...

Article 4.

Au 2°, en mentionnant "le responsable des travaux", le projet vise, selon les explications du fonctionnaire délégué, la personne qui effectue les travaux.

Il y a lieu, dès lors, de rédiger le début du 2° de la manière suivante :

"2° les plans, signés par le demandeur et la personne qui effectue les travaux, comportant ... ".

Article 6.

Le 4° impose le dépôt d'une note décrivant , "lorsqu'il s'agit d'un déboisement important, la nappe aquifère et les conséquences du déboisement projeté sur le régime hydrologique".

La notion de déboisement "important" est imprécise et le projet devrait, à tout le moins, indiquer les critères selon lesquels sera appréciée l'importance du déboisement.

Par ailleurs, il n'apparaît pas que le Ministre entende se référer à la loi du 28 décembre 1931 relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers, qui concerne les coupes anormales ou excessives.

.../...

Article 12.

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 12.-

L'arrêté ministériel du 18 avril 1962 déterminant les conditions requises pour qu'un dossier de demande de permis de bâtir soit complet, modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1962, est abrogé".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Volgens de voorschriften van het ontwerp-besluit moeten heel wat documenten worden ingediend : allerlei tekeningen, foto's, enz.

Deze eis zou wel eens overdreven kunnen zijn wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op werken van geringe omvang, waarvoor de wet toch een vergunning eist. Zo moeten voor een aanvraag in verband met kleine verbouwingen dezelfde documenten worden voorgelegd als voor nieuwbouw, want het ontwerp maakt geen enkel onderscheid.

Mocht de Regering de vergunningsaanvragen voor werken van geringe omvang geheel of gedeeltelijk aan de in het ontwerp voorgeschreven formaliteiten willen onttrekken, dan zou, in dat ontwerp, voor de bij de aanvraag te voegen documenten een onderscheid gemaakt moeten worden naar gelang van de omvang der werken.

Dat resultaat kan ook worden bereikt als de Koning gebruik maakt van de bevoegdheid, waarover hij zal beschikken krachtens artikel 45, § 1, tweede lid, van de wet van 29 maart 1962, zoals dat artikel zich zal voordoen na de goedkeuring van de ontwerp-wet tot wijziging van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw (Gedr. St., Senaat, 1968-1969, nr. 559).

*

.../...

2. Op een vraag in verband met de werkingssfeer van het ontwerp-besluit antwoordt de Minister van Openbare Werken in een brief van 18 november 1969 :

"De bedoeling is dat het ontwerp toepassing vindt ter zake van de dossiers betreffende vergunningsaanvragen als bedoeld in artikel 44 van de wet van 29 maart 1962, die overeenkomstig artikel 48 van die wet worden ingediend door een administratieve of militaire overheid.

Er rijst evenwel een probleem in verband met de eigenlijke bouwvergunning. Sommige publiekrechtelijke personen hebben architecten in dienst. Nu eenmaal aangenomen is dat deze hun beroep binnen de grenzen van hun status als ambtenaar mogen uitoefenen zonder in de Orde van hun provincie te zijn ingeschreven, kan het ontwerp in die gevallen geen toepassing vinden, althans wat de erin bedoelde attesten betreft.

Met het stellen van die impliciete uitzondering bekrachtigt de Minister slechts een feitelijke toestand".

De Minister bedoelt dus de werkingssfeer van het ontwerp stilzwijgend te beperken met inachtneming van de door hem vermelde feitelijke toestand.

Als de Minister de bedoeling heeft, sommige bepalingen van het ontwerp geen toepassing te doen vinden op bouwaanvragen die door architecten-ambtenaren worden ingediend, dan moet dat in het ontwerp duidelijk worden gesteld.

.../...

Toch moet worden opgemerkt dat de hier bedoelde feitelijke toestand een beginselvraag oproept, namelijk of architecten-ambtenaren, wanneer zij in de uitoefening van hun ambt als architect optreden, in de Orde van architecten ingeschreven moeten zijn.

In feite zijn ze het niet altijd. Dat is in strijd, zowel met de verklaringen die naar aanleiding van dat probleem zijn afgelegd tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 26 juni 1963, als met de tekst van de wet zelf.

In de beschrijving van de werkingssfeer van de wet stelt het verslag van de Kamercommissie voor de middenstand :

"Het toepassingsgebied van de wet werd uitvoerig besproken in de Senaat. De wet is van toepassing op degenen die de twee volgende voorwaarden vervullen :

1° degenen die het beroep moeten uitoefenen overeenkomstig de wet van 1939 .....

2° degenen die het beroep uitoefenen, dit wil zeggen de zelfstandigen, de weddetrekkende architecten of de functionarissen die het beroep uitoefenen in het raam van hun statuut of hun contract .....". (1)

De commentaar op artikel 5 van de wet, hetwelk bepaalt dat niemand in België het beroep van architect in welke hoedanigheid ook mag uitoefenen als hij niet op één van de tabellen van de Orde of op een lijst van stagiairs is ingeschreven, is even stellig :

.../...

---

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1962-1963, 487, nr. 5, blz. 5

" Dus (krachtens artikel 5) moet niet alleen de zelfstandige architect maar ook deze die als ambtenaar werkt voor de Staat, provincie, gemeente of openbare instelling of voor een ander werkgever, zijn inschrijving op een tabel van de Orde aanvragen" (1).

De aan ambtenaren-architecten opgelegde verplichting om zich in de Orde te laten inschrijven, volgt ook nog onrechtstreeks uit de samenstelling van de organen van de Orde.

Artikel 9 van de wet, hetwelk handelt over de samenstelling van de raden van de Orde, stelt dat de Koning maatregelen kan voorschrijven opdat, zo mogelijk, één of meer leden van de raden van de Orde gekozen worden "onder de leden van de Orde die ... hun beroep uitoefenen in dienst van de Staat, van een provincie, van een gemeente of van een openbare instelling".

Volgens artikel 34 moet de nationale raad van de Orde onder meer bestaan uit "twee leden, door de Koning voor een termijn van vier jaar benoemd onder de architecten die ambtenaar of beambte in overheidsdienst (zijn)".

Wat de Minister in de brief van 18 november 1969 als zijn voornemen te kennen geeft, gaat dus niet op. Als architecten-ambtenaren zich niet laten inschrijven op de tabel van de Orde en desondanks hun beroep uitoefenen, dan is dat in strijd met de wet. Er kan niet van uitgegaan worden om te beslissen, dat sommige bepalingen van het ontwerp-besluit op hen geen toepassing zullen vinden.

.../...

---

(1) Gedr.St.Kamer, zitting 1962-1963, 487, nr.5, blz.6 . Het vraagstuk van de architecten-ambtenaren is meermaals aan de orde gekomen ; steeds werd beslist dat zij zich op de tabel van de Orde moesten laten inschrijven (zie bijv. Gedr. St., Senaat, zitting 1961-1962, nr. 361, blz.4-5 ; Parl. Hand., Senaat, 27 november 1962, blz. 49 e.v.).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

In de aanhef moet het tweede tot en met het zevende lid vervallen; de daar vermelde teksten leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

In het zesde lid is bovendien bij vergissing het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes vermeld; bedoeld is het Wetboek der zegelrechten.

Artikel 1.

In de tekst onder 1° moet de volzin die begint met de woorden "de aanvrager moet het formulier behoorlijk ..." als overbodig vervallen. De opmerking geldt ook voor de artikelen 4, 1°, 6, 1°, 8, 1°, en 10, 1°.

Volgens 2° van hetzelfde artikel moet het dossier een attest bevatten van de architect of architecten belast met het opmaken van de plannen of met het toezicht op de werken, waaruit blijkt dat zij ingeschreven zijn op de tabel van de Orde van architecten of dat zij de machtiging bedoeld in artikel 8, derde lid, van de wet van 26 juni 1963 verkregen hebben.

Luidens de bijlagen II en III, waarnaar artikel 1, 2°, verwijst, moet enerzijds de architect verklaren "geen strijdigheid te hebben vastgesteld" van het door hem gemaakte ontwerp met het bijzonder plan van aanleg, de verkavelingsvergunning en de gemeentelijke bouwverordening (bijlage II); anderzijds moet aan de bevoegde raad van de Orde van architecten een document worden gezonden dat vermeldt : de naam van de ontwerper, de aard van het werk, de ligging van het bouwperceel en het gevolg dat aan de aanvraag is gegeven (bijlage III).

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet het mogelijk zijn om aan de hand van die documenten toezicht te houden op de wijze waarop de architecten hun taak volbrengen.

De wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten heeft de raden van de Orde gelast te zorgen voor de naleving van de voorschriften van de plichtenleer en toezicht te houden op de eer, de discretie en de waardigheid van de leden van de Orde in de uitoefening en naar aanleiding van de uitoefening van het beroep (artikel 19). Als hoeders van de eer en de waardigheid van de Orde dienen de organen van de Orde te beslissen welke maatregelen zij nodig achten voor het vervullen van die opdracht.

Door de architecten te verplichten tot het opmaken van het in bijlage III bedoelde attest, organiseert het ontwerp in feite een controle op de uitoefening van het beroep. Geen wets- of verordeningsbepaling machtigt de Minister van Openbare Werken om in deze aangelegenheid maatregelen te treffen.

Wanneer de architect die de plannen ondertekent, niet degene is die met het toezicht op de uitvoering van de werken zal worden belast, hoeft de opdrachtgever deze laatste nog niet noodzakelijk gekozen te hebben op het tijdstip dat de vergunning wordt gevraagd.

De tekst onder 2° zou derhalve als volgt moeten beginnen :

"2° een attest waarbij ofwel de architect die de bouwplannen ondertekent en met het toezicht op de uitvoering van het bouwwerk belast is, ofwel de architect die de bouwplannen ondertekent en, indien hij reeds aangewezen is, de architect die met het toezicht op de uitvoering van het bouwwerk belast is, verklaren ...".

.../....

In de tekst onder 3° dient het derde lid als volgt te worden geredigeerd :

"Is het perceel gelegen in een stad of in een bebouwde kom, dan moet die situatietekening het mogelijk maken, de ligging van het perceel in de wijk en ten opzichte van de omliggende bebouwing binnen 50 meter in de omtrek te bepalen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt onder bebouwde kom verstaan elke derwijze aaneengesloten bebouwing aan een openbare weg, dat deze het voorkomen van een straat heeft".

De tekst onder 6° betreft een aangelegenheid die reeds geregeld is door het koninklijk besluit van 3 december 1962 waarbij een maandelijkse statistiek van de bouwvergunningen, alsmede van de in de loop der maand begonnen gebouwen en voltooide gebouwen wordt voorgeschreven.

Om misvatting te voorkomen redigere men 6° als volgt :

"6° de vragenlijsten, bedoeld in het koninklijk besluit van 3 december 1962 waarbij een maandelijkse statistiek van de bouwvergunningen, alsmede van de in de loop der maand begonnen gebouwen en voltooide gebouwen wordt voorgeschreven".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, 4°.

.../...

Artikel 2.

Onder 1°, a,moeten de woorden "bebouwde kommen als bedoeld in artikel 1, 3°, a, van dit besluit" worden vervangen door "bebouwde kommen als omschreven in artikel 1, 3°, a".

Op dezelfde wijze moeten worden gewijzigd de artikelen 4, 2°, a, 5, 1°, a, 6, 2°, a, 7, 1°, a, 8, 2°, a, 9, 1°, a, 10, 2°, a, en 11, 1°, a.

Artikel 3.

In het eerste lid, Franse tekst, moeten de woorden "route communale" worden vervangen door "voie communale".

In het tweede lid moeten de woorden "onder meer" vervallen; in de Franse tekst van hetzelfde lid moeten de woorden "dans un périmètre de remembrement" worden vervangen door de woorden "dans le périmètre d'un remembrement", en moeten de woorden "d'un bâtiment classé" worden aangevuld met de woorden "comme monument".

Artikel 4.

De onder 2° bedoelde "voor het werk verantwoordelijke persoon" is naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, degene die de werken uitvoert.

Het begin van 2° dient dan ook als volgt te worden geredigeerd :

"2° de tekeningen, ondertekend door de aanvrager en door degene die het werk uitvoert, omvattende : ...".

.../...

Artikel 6.

Volgens 4° moet worden ingediend een beschrijving, "wanneer het omvangrijke ontbossingen betreft, van de grondwaterspiegel en de invloed van de ontworpen ontbossing op de waterhuishouding".

"Omvangrijke ontbossing" is vaag; het ontwerp zou op zijn minst moeten opgeven volgens welke maatstaven de omvang van de ontbossing wordt beoordeeld.

Anderzijds blijkt niet dat de Minister bedoelt te verwijzen naar de wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren toebehorende bossen en wouden, die betrekking heeft op abnormaal of overdreven hakken.

Artikel 12.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 12.-

Het ministerieel besluit van 18 april 1962 houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan een dossier betreffende een bouwaanvraag moet voldoen om volledig te zijn, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 31 juli 1962, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, premier président du Conseil d'Etat,

P. DE BOCK, conseillers d'Etat,
F. REMION, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la
F. RIGAUX, section de législation,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter van de Raad van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. M. SOMERHAUSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. M. SOMERHAUSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M. SOMERHAUSEN